

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13
FAX (1) 43.31.19.83
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1651 - 16 janvier 1992 - 3,50 F

D 1651 **AMÉRIQUE LATINE: DROGUE, CUBAINS, CONTRAS, NORIEGA, CIA, "MARINES" AND C°...**

Qui ne se rappelle l'opération "Juste cause" lancée par le gouvernement nord-américain contre le Panama en décembre 1989 pour capturer le général Noriega accusé de trafic de drogue (cf. DIAL D 1458)? Aujourd'hui l'un des chemins de la drogue passe toujours, comme devant, par le Panama... Qui ne se rappelle la ténébreuse affaire de l'"Irangate" pour le financement occulte des contre-révolutionnaires nicaraguayens par les Etats-Unis (cf. DIAL D 1180)? Sans oublier, quelques années auparavant, le piratage des ports nicaraguayens par la CIA (cf. DIAL D 1632)? On sait aujourd'hui quels sont les étranges relations d'un certain nombre des protagonistes de ces affaires...

En témoigne l'article ci-dessous, tiré (pour la seule partie concernant l'Amérique latine) du mensuel **Le Monde Diplomatique** de janvier 1992, et reproduit avec l'aimable autorisation de la rédaction.

Note DIAL

LES OBSCURS DESTINS DE L'ARGENT DE LA DROGUE

Utiles, nécessaires, les campagnes d'information et de prévention lancées contre l'usage de la drogue ne peuvent faire oublier les liens entre ce fléau et certaines crises régionales. Les exemples de Panama, de l'Afghanistan le montrent à l'envi: l'argent de l'héroïne, de la cocaïne et autres poisons joue un rôle essentiel dans le déroulement de conflits où s'interpénètrent intérêts financiers et politiques locaux et extérieurs.

Par Alain Labrousse *

Une des principales agences du Congrès américain chargée des enquêtes sur l'usage des fonds publics, le General Accounting Office (GAO), a publié, fin septembre 1991, un rapport indiquant que, en dépit du rôle croissant des forces armées dans la guerre contre la drogue, "le flot de cocaïne entré aux Etats-Unis en 1989 et en 1990 n'a pas diminué" (1). Au même moment, un rapport des services anti-drogue des Etats-Unis admet: "L'augmentation très importante des saisies de drogues au Panama durant le premier trimestre de 1991 est une preuve de plus de l'importance considérable qu'y a pris le transit de la cocaïne dans la période qui a suivi l'opération "Juste cause" (2)." On peut en déduire que cette opération - l'invasion militaire du Panama en décembre 1989 par les Etats-Unis et la capture du général Noriega, chef de l'Etat - avait probablement d'autres mobiles que de mettre fin au trafic de drogue...

* Directeur de l'Observatoire géopolitique des drogues, Paris;
auteur de **la Drogue, l'argent et les armes**, Fayard, Paris, 1991.

Capables d'envahir un pays pour s'emparer d'un trafiquant, le général Manuel Noriega, les Etats-Unis font, au contraire, preuve d'une mansuétude étonnante lorsque leurs alliés sont impliqués dans ce commerce. Cette attitude n'est pas nouvelle. Durant la guerre du Vietnam, les généraux laotiens et sud-vietnamiens, alliés des Etats-Unis et soutenus par la CIA, se sont livrés au trafic de l'héroïne sur une large échelle alors que cette drogue était d'abord destinée aux militaires américains (3): 10% à 15% d'entre eux en ont consommé pendant la guerre, et beaucoup ont continué à le faire ensuite à leur retour. Cette attitude ne varie pas lorsque les conflits se déroulent aux portes des Etats-Unis et que la drogue est directement livrée sur leur territoire.

Avant d'être contrôlé par des Colombiens, le marché de Miami était l'affaire de Cubains, en particulier d'exilés qui avaient participé à l'invasion avortée de la baie des Cochons orchestrée par la CIA en avril 1961. En juin 1971, plus d'une centaine d'entre eux ont été arrêtés au cours d'une intervention baptisée "Opération Eagle"; selon le procureur général John Mitchell, leur réseau était responsable de 30% de l'héroïne et de 75% à 80% de la cocaïne distribuées au Etats-Unis. Si certains étaient tout simplement tombés dans la criminalité, le trafic était pour d'autres un moyen de continuer la lutte contre M. Fidel Castro (4).

Par exemple, un des leaders de l'invasion de la baie des Cochons Frank Castro, a reconnu avoir été entraîné par la CIA dans la base américaine de Fort Jackson en vue d'activités terroristes dans le cadre du Commando of United Revolutionary Organizacions (CORU) mis en place par Vernon Walters et George Bush pour lutter contre le régime de M. Fidel Castro et les intérêts cubains dans le monde. Un ancien chef des commandos de la CIA, Grayston Lynch, explique que les contrebandiers et les trafiquants de drogue sont les mieux préparés par ces activités illicites à s'infiltrer clandestinement dans le pays. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, qu'entre 1975 et 1980 Frank Castro ait travaillé avec les cartels de la cocaïne et de la marijuana. Il fut inculpé au Texas en 1983 pour avoir introduit 5 tonnes de cannabis aux Etats-Unis...

Frank Castro a financé ensuite, avec d'autres trafiquants, un camp d'entraînement dans les Everglades, en Floride, pour les combattants antisandinistes, les "contras", du Front sud basé au Costa-Rica. Comme par hasard, il bénéficia d'un non-lieu dans l'affaire du Texas, au moment précis où le camp était inauguré. M. Robert Owen, le représentant sur place du colonel North, écrivit à son patron: "*Frank Castro est à fond dans le trafic de drogues... mais il est très utile* (5)."

M. Bush devait savoir

Ces opérations clandestines contre le Nicaragua ont été mises sur pied après que le Congrès eut suspendu (amendement Bolan) la plus grande partie de l'aide aux "contras" entre octobre 1984 et octobre 1986. Les avions venus des Etats-Unis, qui apportaient des armes, des vivres et des équipements aux "contras" basés au Costa Rica, repartaient ensuite pour la Colombie. A leur retour, ils transportaient des chargements de cocaïne fournis par les chefs du cartel de Medellin, Pablo Escobar et Jorge-Luis Ochoa, livrés dans des ranchs contrôlés par des agents de la CIA, au nord du Costa Rica. Un pilote, Michael Tolliver, a raconté devant la Commission Kerry comment, en mars 1986, il avait transporté 15 tonnes d'armement jusqu'à la base aérienne d'Aguacate, au Honduras, qui avaient été livrées aux "contras". Son DC-6 était rentré en Floride avec 23 306 livres de marijuana, qu'il avait déchargées sur la base militaires de Homestead; 75 000 dollars lui avaient été payées pour ce voyage.

Le département d'Etat était, lui aussi, directement compromis dans le trafic à travers l'aide humanitaire apportée aux "contras" qui, elle, n'avait pas été suspendue par le Congrès. La commission Kerry a recensé les compagnies aériennes offi-

ciellement impliquées: Setco Air, une compagnie créée au Honduras par le trafiquant Ramon Matta Ballesteros et sur laquelle existaient des rapports très précis de la DEA depuis 1983; Diacs, compagnie de Miami, quartier général des trafiquants Flyod Carlton et Alfredo Caballero, amis et complices de voyage de Noriega; Frigorificos de Puntarenas, compagnie possédée par la mafia cubaine réfugiée aux Etats-Unis; Vortex, compagnie appartenant au pilote Michael Palmer, condamné pour trafic de cocaïne en Colombie et sous la surveillance du FBI lorsqu'il fut recruté.. Le général Noriega était, quant à lui, une pièce maîtresse du dispositif mis en place par le directeur de la CIA, William Casey, et par le colonel Oliver North, pour tourner la suspension de l'aide aux "contras". Il favorisa l'organisation de violents attentats à Managua, le 6 mars 1985, et proposa même de faire assassiner les principaux dirigeants sandinistes. En échange, les autorités américaines continuèrent à fermer les yeux sur ses implications dans le trafic de cocaïne et de marijuana, consignées dans des rapports de la CIA et de la DEA depuis 1973. William Casey alla jusqu'à l'inviter chez lui (7); le chef de la DEA, John Lawn, lui envoya des lettres de félicitations pour sa participation à la répression du trafic de drogue jusqu'en 1987 (8).

Il est difficile d'imaginer que M. George Bush, lors de son passage à la tête de la CIA entre 1975 et 1977, ait pu ignorer la participation du général Noriega au trafic de drogue et au blanchiment de l'argent. Tout aussi surprenant que, devenu vice-président des Etats-Unis, il n'ait pas été au courant des opérations montées par William Casey et Oliver North (9).

La capture du général Noriega, en décembre 1989, a-t-elle mis fin au trafic? Nullement. En effet, l'homme fort du Panama protégeait les réseaux qui lui payaient une redevance, en particulier ceux du cartel de Medellin, mais réprimait les autres. Aujourd'hui, avec la disparition de cet élément régulateur, on assiste à un développement anarchique du trafic. On sait, d'autre part, que les nouveaux dirigeants du Panama sont tout aussi compromis que Noriega. Le président Guillermo Endara était l'homme de confiance de Carlos Eleta, accusé aux Etats-Unis d'avoir tenté de faire entrer une demi-tonne de cocaïne par mois, et il a fait partie du conseil d'administration de la banque Interoceanico SA Interbanco, utilisée par les cartels pour blanchir l'argent de la drogue...

(...)

(1) Cité par **International Herald Tribune** 28-29 septembre 1991.

(2) **International Narcotics Control Strategy Report**, Washington, septembre 1991.

(3) Alfred McCoy, **La Politique de l'héroïne en Asie du Sud-Est**, Flammarion, Paris, 1990.

(4) Peter Dale Scott et Jonathan Marshall, **Cocaine Politics, Drugs, Armies and the CIA in Central America**, University of California Press, Berkeley, Los Angeles, Oxford, 1991.

(5) **Idem**.

(6) **Drug, Law Enforcement and Foreign Policy**, Washington 1989. Ce rapport a été réalisé à l'initiative du sénateur John Kerry.

(7) Frederick Kempe, **L'Affaire Noriega**, Presses de la Renaissance, Paris, 1990.

(8) **Idem**.

(9) **International Herald Tribune**, 17 septembre 1991.